



LE TRAVAIL À L'ORDRE DU JOUR

*Des préoccupations
nouvelles pour le
Tiers-Monde*

par ZULF M. KHALFAN

Dans la course précipitée vers le développement industriel et agricole, les pays du Tiers-Monde paient, sur le plan humain, un prix extrêmement élevé : un nombre sans cesse croissant d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Le Bureau international du travail (BIT) estime qu'il se produit dans le monde plus de 50 millions d'accidents du travail chaque année (160 000 chaque jour), dont beaucoup suivis d'incapacité permanente. Leur fréquence s'est stabilisée dans les pays industrialisés mais le nombre d'accidents mortels qui surviennent dans les pays en développement a doublé et même triplé. Cet accroissement, déclare le BIT, est dû principalement aux « conséquences malheureuses des transferts technologiques ».

Dans le passé, la sécurité du milieu de travail a été une question parfois négligée. On connaît la priorité aux objectifs économiques et de production. Les travailleurs eux-mêmes se préoccupaient beaucoup plus d'obtenir un meilleur salaire ou de garder leur emploi que de protéger leur santé. Mais de plus en plus, les dirigeants deviennent conscients de la nécessité de

conserver les travailleurs qualifiés et de diminuer les pertes en argent occasionnées par les risques professionnels. Le BIT estime que les pertes causées à l'économie par les accidents du travail et les maladies professionnelles atteignent dans certains pays 5 p. 100 du PNB.

Lors du 10^e Congrès mondial de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, qui s'est tenu à Ottawa-Hull (Canada) en mai dernier où plus de 1505 participants sont venus de 85 pays, le thème « Nouveaux horizons pour la sécurité et l'hygiène du travail » a été solidement étayé par plus d'une centaine d'exposés. Mais pour ce qui concerne le Tiers-Monde, et ainsi que l'ont souligné plusieurs de ses délégués au Congrès (où ils étaient poés d'une centaine, venus de 40 pays), ces « nouveaux horizons » sont encore masqués par d'épais nuages.

Les représentants médicaux et syndicaux des pays en développement ont affirmé que les questions d'hygiène du travail ne figurent pas parmi les préoccupations majeures des dirigeants du Tiers-Monde. Ces pays ne disposent que de ressources limitées, et leurs services de santé sont déjà surchargés par le travail de prévention ou de traitement des

maladies endémiques. Or le développement de l'industrialisation crée un immense besoin d'informer non satisfait. Cette carence fait que les dirigeants, les employeurs, les ouvriers et les délégués syndicaux sont tous incapables d'affronter les questions de sécurité et d'hygiène du travail.

Il n'existe pas, au Tiers-Monde, de « tradition industrielle ». Environ 80 p. 100 de la population vit en région rurale et pratique l'agriculture. Un grand nombre de ces paysans, analphabètes et originaires de différents groupes ethniques quittent la terre pour aller travailler dans les usines de la ville. Dans son exposé au congrès, Rafael Ramirez, de la faculté des études de l'environnement de l'Université de York (Canada) a souligné qu'en général les travailleurs non scolarisés sont obligés d'accepter les emplois les plus dangereux.

Dans les pays développés, près de 10 p. 100 de la population travaille dans les usines, tandis que dans les pays en développement le chiffre n'est que de 4 p. 100. Et alors que dans les pays développés l'effectif de la main-d'œuvre industrielle semble s'être stabilisé, dans ceux du Tiers-Monde il grossit de 4 p. 100 par année.



L'industrialisation et le progrès amènent avec eux une foule de dangers et de risques professionnels : la menace de l'intoxication chimique, avec des pesticides par exemple, en haut à gauche ; de l'outillage mécanique peu sécuritaire, au centre, et une absence d'aménagements sécuritaires, dans une fonderie.

Cet accroissement du nombre d'ouvriers d'industrie s'accompagne d'un accroissement du nombre d'accidents. En moyenne, il se produit chaque jour dans le monde quelque 160 000 accidents du travail. Et cela sans compter tous ceux qui ne sont pas déclarés. Selon le BIT, la fréquence des accidents dans les pays en développement est cinq fois plus élevée que dans les pays industrialisés. En 1980, les chiffres relevés dans neuf pays du Tiers-Monde indiquent une moyenne de 0,31 accident mortel par 1000 travailleurs et par an, contre une moyenne de 0,06 dans le même nombre de pays industrialisés. Les pays en développement peuvent-ils se permettre de payer un tel prix pour l'industrialisation?

Comme l'a expliqué un syndicaliste nigérian, Morrison Mpamugo : « Un ouvrier en bonne santé constitue un atout pour l'entreprise et la production mais nous constatons que les employeurs sont peu disposés à consacrer des fonds à l'amélioration des conditions et du milieu de travail. Ils y perdent lourdement, sous forme d'autres dépenses. » Le BIT estime que les pertes indirectes, ou « invisibles » en matériel et en productivité atteignent souvent cinq ou six fois la valeur des

frais directs encourus pour les soins médicaux et les indemnités qui sont donnés aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

LES RISQUES PROFESSIONNELS

Obligé, toujours plus, de s'industrialiser rapidement, le Tiers-Monde se trouve maintenant dans une situation où il importe non seulement de l'outillage moderne mais aussi des risques professionnels. En 1979, les pays en développement ont importé 27,1 p. 100 de la production mondiale de machines et de matériel de transport. Ils ont également introduit chez eux tous les risques professionnels qui accompagnaient cet équipement, car, s'il consiste seulement en l'expédition de matériel, les « transferts technologiques » peuvent entraîner des conséquences désastreuses. Il faut que l'équipement soit adapté aux proportions corporelles et aux autres caractères particuliers des personnes qui seront appelées à l'utiliser. Comme l'a noté David H. Brown, du BIT, on ne tient parfois pas compte des facteurs sociaux et climatiques, du niveau des capacités et de la formation à l'échelon local, de l'aptitude à entretenir le matériel, ou des données anthropométriques. Un matériel importé peut provoquer une détérioration du milieu de travail, causer des accidents, exiger un rendement que l'ouvrier, compte tenu de son alimentation, est incapable de fournir, etc.

Pour les pays du Tiers-Monde, il y a aussi souvent un délai coûteux entre l'achat du nouveau matériel et l'obtention des modifications ou des innovations apportées après son introduction. Bien plus, il arrive fréquemment qu'ils ne reçoivent pas les nouvelles améliorations, dont ils ont cependant besoin, car leur acquisition nécessiterait des dépenses supplémentaires.

Comme l'a souligné S.S. Ramaswamy, directeur général du *Central Labour Institute* (Inde), de nombreux établissements industriels installés dans les pays en développement, et appartenant à des entreprises multinationales, sont gérés comme des projets clef en main dépendant du siège situé dans un pays du Nord. Or, pour prévenir les accidents, il faut que l'équipement et les techniques soient adaptés aux besoins et aux conditions du pays d'implantation d'une usine. Et il faut donner aux ouvriers une formation suffisante, leur permettant d'assurer le bon fonctionnement et l'entretien du nouveau matériel. Environ 18 p. 100 des accidents du travail qui surviennent dans les établissements du Tiers-Monde sont causés par de l'outillage en mauvais état ou des machines démunies de dispositifs de protection.

Les accidents « visibles » provoquent des décès, ou des lésions comme la perte d'un doigt ou d'un œil. Quant aux dangers « invisibles », comme des lésions pulmonaires ou des maladies causées par l'inhalation de produits chimiques toxiques ou de poussières industrielles, ils ne révèlent leurs effets qu'après quelque temps.

En Inde, chaque jour, il survient en moyenne sept ou huit décès dus à des accidents du travail, et plus de 5000 ouvriers sont victimes de lésions corporelles dont la gravité les force à interrompre leur activité pendant trois jours ou plus.

LES PRODUITS CHIMIQUES TOXIQUES

Selon les constatations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de produits chimiques toxiques mis en fabrication et manipulés par les ouvriers s'accroît rapidement. Les colorants, les insecticides, les détergents, les produits pharmaceutiques, les aromatisants artificiels, les agents de conservation, les plastiques et d'autres produits ont créé de nouveaux risques pour la santé, celle des producteurs comme celle des utilisateurs.

De son côté, le chef de la division de la sécurité et de l'hygiène du travail du BIT, Jan Sedlak, a souligné que chaque année entre 200 et 1000 produits chimiques nouveaux et dont la quantité fabriquée dépasse une tonne sont mis sur le marché. Dans bien des cas leurs effets toxiques ne sont pas connus à l'avance. Qui plus est, avec les moyens dont on dispose actuellement, il va falloir environ 80 ans pour faire l'analyse toxicologique des quelque 40 000 nouveaux produits qui n'ont pas encore été examinés.

Le Tiers-Monde, de nos jours, est un gros importateur de ces produits chimiques. Selon les dernières statistiques des Nations Unies, ils utilisent près d'un quart de la production mondiale.

Comme dans les pays en développement, l'agriculture occupe encore la majorité des travailleurs, un des risques professionnels les plus graves, parmi ceux qui sont « importés » avec ces produits est celui que pose les insecticides.

Dans certains pays, les insecticides provoquent plus de décès que ne le font les maladies endémiques, a déclaré le Dr Wai-On Phoon, de l'Université de Singapour. En 1972, un comité d'experts de l'OMS a estimé qu'il se produisait annuellement dans le monde quelque 500 000 cas d'intoxication accidentelle due à des insecticides, et que près de 2 p. 100 de ces accidents étaient suivis de mort (le plus souvent dans des régions où le

personnel médical est en nombre insuffisant).

La moitié de ces cas d'intoxication, et environ 6700 décès, soit 72,8 p. 100 du nombre total de décès, survenaient dans le Tiers-Monde. Et ces chiffres sont loin d'être complets, car très souvent les intoxications accidentelles de ce type ne font l'objet d'aucune déclaration.

Dans un livre intitulé *A growing problem* et publié par OXFAM, l'auteur, David Bull, décrit l'importance du danger posé au Tiers-Monde par les insecticides. On peut estimer, écrit-il, que depuis 1972 les ventes mondiales d'insecticides ont augmenté de 5 p. 100 par année, et ceci au bas mot. En 1981, elles se sont donc sans doute élevées à 50 p. 100 de plus qu'en 1972. Ce qui signifie, au même rythme de progression, qu'il est probable qu'il y a eu en 1981 environ 750 000 intoxications, dont 13 800 suivies de mort. Et que la part de ce chiffre annuel revenant au

Tiers-Monde s'élève à 375 000 victimes, dont 10 000 décès. Les statistiques concernant ce sujet sont rares, cependant, et ce n'est qu'à l'occasion d'accidents qui provoquent brutalement un grand nombre de cas très graves ou mortels que des données numériques deviennent disponibles.

En outre, et toujours en ce qui concerne le Tiers-Monde, les chiffres ne tiennent pas compte des effets à long terme, comme le cancer, la stérilité, les malformations chez les nouveaux-nés et la débilité physique. Les renseignements donnés ne portent en général que sur les cas d'intoxication aiguë provoquant rapidement la mort, ou une atteinte grave, après une exposition de courte durée.

Une étude réalisée à Sri Lanka en 1979, et citée par David Bull, indique une moyenne nationale de 104,5 cas par 100 000 habitants, ce qui constitue probablement la moyenne la plus haute du monde. En 1977, le nombre

d'accidents mortels dus aux insecticides s'y est élevé à 938, alors que la malaria, le tétanos (604 décès), la diphtérie, la coqueluche et la poliomyélite ont été la cause, tous réunis, de 646 décès.

LES PROBLÈMES SUPPLÉMENTAIRES AGGRAVANT LA SITUATION

L'analphabétisme, la sous-alimentation, le mauvais outillage, le manque de dispositifs de protection et le manque de renseignements essentiels aggravent la situation du Tiers-Monde. L'insuffisance de la législation du travail, et le manque de personnel ayant reçu une formation le rendant capable de faire respecter les quelques lois qui existent ont favorisé la négligence des questions d'hygiène et de sécurité dans le milieu de travail.

Durant le mois de janvier 1981, le médecin s'occupant du personnel d'une fabrique d'accumulateurs instal-

LE TRAVAIL HUMAIN

On ne peut circonscrire les difficultés posées aux travailleurs et travailleuses de l'ensemble de leurs conditions de vie. M. Jaime Sepulveda, sous-directeur des programmes de santé de la Confédération universitaire de l'Amérique centrale (CSUCA) et présent au Congrès d'expliquer: «En Amérique centrale, l'espérance de vie n'est que de 49 ans. Pourquoi? Les travailleurs y sont très durement exploités, le travail à la pièce sur les plantations par exemple: les heures sont longues, douze heures sans arrêt sauf pour une pause d'une demi-heure le midi. Tout au long de la saison des récoltes d'environ quatre à cinq mois, c'est le surmenage jumelé à la sous-alimentation et au piètre état de santé général qui amènent les accidents du travail. Dans le secteur des petites industries, la situation est comparable. Depuis toujours, de conclure M. Sepulveda, les travailleurs de l'Amérique centrale supportent le poids des crises par le chômage, les baisses de salaire etc. de tels maux apportant avec eux, les inévitables pathologies sociales: alcoolisme, prostitution, etc.»

La santé et la sécurité des travailleurs et travailleuses du Tiers-Monde posent des défis incommensurables. «Au Salvador, de dire M. Sepulveda, il a fallu trois mois de grève en 1980 dans le secteur du coton au sud du pays pour obtenir des améliorations des conditions de travail au plan de la santé.» Dr Yousif Osman du ministère de la Santé du Soudan renchérit: «Tous les gains obtenus dans le sens

d'une amélioration des conditions minimales de travail du point de vue de l'hygiène et de la santé l'ont été à cause des syndicats qui ont revendiqué puis finalement obtenu ce qu'ils désiraient, du moins en partie. Les gouvernements ne servent que d'arbitre entre des employeurs pour qui toutes ces mesures équivalent à de l'argent gaspillé et les syndicats, qui veulent protéger la santé de leurs membres. C'est ainsi qu'un certain équilibre se maintient. Mais là où les travailleurs n'ont pu se regrouper et revendiquer avec force, aucun progrès réel et durable n'a pu s'accomplir.»

Dans bon nombre de pays en développement, des efforts d'investissements et de stimulation cherchent à

assurer un développement économique par une industrialisation rapide. Mais cette volonté de progrès est menacée au départ par le piètre état de santé des populations des pays en développement. Car les problèmes posés par une industrialisation rapide et la modernisation du secteur agricole viennent se greffer aux autres liés à la malnutrition, aux parasites et nombreuses maladies à l'état endémique. Ainsi, de préciser le Dr Osman, les efforts des gouvernements en matière de soins et de programmes de prévention doivent s'intégrer à l'ensemble des services offerts.

Jacques Dupont



Le travail dans les champs de canne à sucre au Costa-Rica: la malnutrition et la maladie sont à la source de nombreux accidents du travail.

lée non loin de Bangkok, en Thaïlande a traité 303 cas de troubles respiratoires, 117 cas d'infection des yeux, des oreilles, du nez ou de la gorge, 71 cas de troubles gastro-intestinaux et 32 cas d'inflammation cutanée. Six des 400 ouvriers que compte l'usine ont dû être hospitalisés pour cause d'intoxication provoquée par le plomb.

Et pourtant cette entreprise se vante d'assurer des conditions de travail supérieures à la norme habituelle. Elle a un médecin à plein temps et un petit dispensaire. Il y survient peu d'accidents.

L'amiante cause une affection pulmonaire due aux poussières, appelée asbestose, laquelle entraîne le cancer des poumons. Les mineurs d'amiante et les ouvriers qui coupent, brossent ou liment des produits d'amiante sont très exposés à cette maladie professionnelle.

La production d'amiante est maintenant interdite dans plusieurs pays

développés, mais les usines de traitement de ce minéral ont été transférées dans les pays en développement. Et les matériaux de construction à base d'amiant (carreaux, tuyaux, plaques) sont de plus en plus répandus dans le Tiers-Monde.

La silicose, autre affection pulmonaire provoquée, elle aussi, par l'inhalation de poussières minérales, est très fréquente parmi les mineurs de fer ou de charbon, les potiers, les tailleurs de pierre, les briquetiers. Les gaz contenus dans les aérosols, les vapeurs, les fumées, les particules de matières végétales, constituent également un danger pour les poumons. Les ouvriers qui travaillent dans les raffineries de sucre de canne sont menacés par la fibrose pulmonaire, causée par la bagasse moisie.

La liste est presque à n'en plus finir et on se demande si les pays du Tiers-Monde peuvent se permettre le coût humain et matériel qu'elle entraîne. Il

s'agit d'un problème complexe, problème qui impose à ces pays de créer des normes de sécurité et d'exercer un choix plus strict en matière d'importations, et qui exige que les spécialistes de l'hygiène du travail et les dirigeants syndicaux attirent davantage l'attention des employés, des ouvriers et du public sur les entreprises industrielles qui les exposent à des dangers. Les solutions ne seront ni faciles ni rapides.

Pour le Tiers-Monde, le moins qu'il puisse faire est de s'attacher à susciter un intérêt actif, à tous les niveaux, pour les questions d'hygiène et de sécurité du travail, ainsi que s'efforcer de ne pas commettre les mêmes erreurs que celles qu'avaient faites les pays développés avant de s'engager vers de « nouveaux horizons ». □

Zulf M. Khalfan est un journaliste indépendant, originaire de l'Ouganda. Installé à Ottawa (Canada), il se spécialise dans les questions se rapportant aux pays du Tiers-Monde.

D'ABORD LA RECHERCHE

Les pays en développement reconnaissent de plus en plus le besoin de protéger les travailleurs de l'industrie des dangers inhérents à leur milieu de travail. Pourtant, lorsque les gouvernements tentent d'analyser le problème, ils se rendent compte du peu d'informations concernant la nature et l'étendue des maladies et des blessures professionnelles.

Des équipes de recherche du Tiers-Monde ont commencé récemment à recueillir des statistiques sur les conditions de travail dans les industries, les problèmes liés à la santé et à la sécurité au travail et les services de santé actuellement en place. Le CRDI a financé nombre d'études en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique centrale afin de fournir aux décideurs les données nécessaires à la planification de la protection au travail.

En Asie du Sud-Est, l'*Asian Association of Occupational Health (AAOH)* mène actuellement une étude approfondie des conditions et des installations de santé professionnelle dans sept pays — Corée, Indonésie, Sri Lanka, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Singapour.

Comme l'expérience des pays industrialisés ne colle pas toujours à la réalité asiatique, les études porteront surtout sur les problèmes particuliers à la région. On dresse actuellement un inventaire des problèmes de santé des travailleurs. On effectue également une étude sur l'empoisonnement par pesticides chez les travailleurs agricoles, secteur traditionnel qui emploie la

vaste majorité de la population. Le dernier projet de l'*AAOH*, parrainé par le CRDI, est une étude des conditions sanitaires et environnementales chez les travailleurs qui œuvrent à l'exploitation des métaux et du plomb dans les petites exploitations industrielles, typiques en Asie.

Les travailleurs des usines textiles d'Indonésie et de Hong-Kong font face aux mêmes dangers pour leur santé que les travailleurs des mines et des meuneries du Soudan et de la Tunisie, c'est-à-dire des maladies pulmonaires causées par l'inhalation de poussières fines.

La faculté de médecine de l'Université d'Indonésie recueille des renseignements au sujet de la byssinose, pneumoconiose qui atteint les travailleurs du coton. Les premières études ont indiqué qu'au moins 40 p. 100 des 130 000 ouvriers des usines textiles de Djakarta pouvaient souffrir de byssinose ; il est donc essentiel de faire vite si l'on veut réussir à éliminer cette maladie.

Au Soudan, le ministre de la Santé évalue actuellement des conditions de travail des mineurs qui souffrent de silicose due aux particules de quartz et des meuniers qui souffrent d'affections respiratoires dues à l'inhalation de folle farine. Une fois que l'on aura réussi à établir un lien entre les conditions qui prévalent en milieu de travail et les affections pulmonaires, les équipes de recherche pourront recommander des mesures préventives.

La multiplicité des mines de plomb, de zinc, de fer et de phosphate, en Tunisie, expose également les travailleurs de ce pays aux risques de la silicose. Une étude du même genre a été entreprise

au Soudan afin d'examiner le problème et de tenter d'y apporter une solution.

L'absence d'information concernant les dangers pour la santé en milieu de travail ne se limite pas uniquement aux travailleurs industriels et à l'Asie. Avec la venue des techniques agricoles, de la mécanisation, des pesticides et des herbicides, on retrouve un taux de plus en plus élevé d'accidents et de maladies chez les travailleurs agricoles du Honduras et dans le reste des pays du Tiers-Monde.

La culture des bananes est la principale activité économique du Honduras ; 63 265 personnes y travaillent. La majorité des travailleurs sont à l'emploi de quelques grandes plantations en mains étrangères ; les travailleurs sont exposés à de nombreux dangers pour la santé, dangers qui n'existent pas dans les petites fermes autonomes. L'analphabétisme et la sous-alimentation empirent encore la situation.

Un groupe de recherche de la *Universidad Nacional Autónoma de Honduras* étudie actuellement les archives des entreprises au sujet des accidents de travail et des maladies qui sont survenus de 1976 à 1980 chez plus de 6000 travailleurs de la banane, à la *United Fruit Company*.

Une fois ces études terminées, les planificateurs auront une meilleure idée de la relation entre le milieu de travail et les problèmes qui en découlent dans les pays en développement.

Andrew Williams